

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA FAMILLE
ET DES PERSONNES HANDICAPÉES

SECRETARIAT D'ÉTAT AUX PERSONNES HANDICAPÉES

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE
Sous-direction des institutions, des affaires
Juridiques et financières
Bureau des budgets et des finances (5C)

Paris, le 30 janvier 2004

Sous-direction des personnes handicapées
Bureau des adultes handicapés (3B)
Bureau de l'enfance handicapée (3C)

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE
Sous-direction du financement du système de soins
Bureau des établissements de santé et des établissements
médico-sociaux

Le Ministre de la santé, de la famille et des personnes
handicapées
La Secrétaire d'État aux personnes handicapées

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ
Sous-direction santé et société
Bureau lutte contre le VIH (6A)
Bureau pratiques addictives (6B)

A

Mesdames et Messieurs,

Les Préfets de régions
Directions régionales des affaires sanitaires et sociales
(*pour mise en œuvre*)

Les Préfets de départements
Directions départementales des affaires sanitaires et
sociales (*pour mise en œuvre*)

Direction de la solidarité et de la santé de la Corse et
de la Corse du Sud (*pour mise en œuvre*)

Direction de la santé et du développement social de la
Guadeloupe (*pour mise en œuvre*)

Direction de la santé et du développement social de la
Martinique (*pour mise en œuvre*)

Direction de la santé et du développement social de la
Guyane (*pour mise en œuvre*)

Mesdames et Messieurs les directeurs des agences
régionales de l'hospitalisation (*pour information*)

CIRCULAIRE DGS/6A-6B, DSS/1A et DGAS/3B-3C-5C N° 33 du 30 janvier 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes confrontées à des difficultés spécifiques (CCAA, CSST et ACT)

Date d'application : immédiate

NOR :

Grille de classement :

Résumé : la présente circulaire fixe les modalités de mise en œuvre des mesures nouvelles de développement des capacités des structures accueillant des personnes handicapées et des personnes confrontées à des difficultés spécifiques (CCAA, CSST et ACT) dans le cadre de la campagne budgétaire pour 2004 et notifie les dotations régionales de dépenses médico-sociales personnes handicapées, ACT, CCAA et CSST pour 2004.

Texte de référence :

- Loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004.
- Décret du n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code la santé publique.
- Circulaire DGAS/5C - DSS/1A du 13 novembre 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes confrontées à des difficultés spécifiques.
- Circulaire N°DGAS/5B n°2004-6 du 8 janvier 2004 relative à la procédure de tarification et à la procédure d'approbation des plans de financement des programmes d'investissement en application du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003.

Texte abrogé ou modifié :

-

Annexes :

***Annexe 1 : Notification des enveloppes régionales des dépenses autorisées médico-sociales des structures pour personnes handicapées, CCAA, CSST et ACT pour 2004 (page 15).**

***Annexe 2 : Mesures nouvelles enfants et adolescents handicapés (page 17)**

***Annexe 3 : Mesures nouvelles adultes handicapés (page 18)**

***Annexe 4 : Bilan des créations de places pour handicapés (page 19)**

***Annexe 5 : Appel à projets relatif à la création de places nouvelles d'ACT (page 32)**

***Annexe 6 : Bilan 2004 CCAA (page 37)**

***Annexe 7 : Bilan 2004 CSST (page 38)**

***Annexe 8 : Enquête surcoût de la rénovation de la convention collective de 1951 (page 39)**

***Annexe 9 : Fiche travaux de sécurité (page 40)**

L'ONDAM pour les établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes confrontées à des difficultés spécifiques (ACT, CCAA et CSST) progresse, en 2004, de 6 % avant transferts entre les sous enveloppes de l'ONDAM. Le montant de 6 527,4 millions d'euros en dépenses autorisées médico-sociales correspondant à cet objectif sera confirmé par l'arrêté fixant l'ONDAM médico-social.

Les enveloppes régionales médico-sociales de dépenses autorisées notifiées en annexe 1, correspondent à la classe 6 brute diminuée le cas échéant des comptes 76, 77, 78 et 79 (soit le groupe fonctionnel III relatif aux produits). Pour les FAM et les CAMSP qui font l'objet respectivement d'une tarification mixte et d'une tarification conjointe, la part de financement supportée par le département n'est pas prise en compte dans les dites enveloppes régionales.

En effet, l'article L 314-3 du code de l'action sociale et des familles (CASF) prévoit que : *«Le financement des prestations des établissements et services sociaux et médico-sociaux publics et privés qui sont à la charge des organismes de sécurité sociale est soumis à un objectif de dépenses. Les ministres chargés de la sécurité sociale, de l'action sociale, de l'économie et du budget fixent annuellement cet objectif, en fonction de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie voté par le Parlement, et, corrélativement, le montant total annuel des dépenses prises en compte pour le calcul des dotations globales, forfaits, prix de journée et tarifs afférents aux prestations correspondantes. Ce montant total annuel est fixé par application d'un taux d'évolution aux dépenses de l'année précédente au plus tard dans les quinze jours qui suivent la publication de la loi de financement de la sécurité sociale.*

Ce montant total annuel des dépenses prises en compte pour le calcul des dotations globales, forfaits, prix de journée et tarifs est constitué, après imputation de la part mentionnée à l'article L. 162-43 du code de la sécurité sociale, en dotations régionales limitatives. Le montant de ces dotations est fixé par les ministres chargés de la sécurité sociale et de l'action sociale, en fonction des besoins de la population, des orientations définies par les schémas prévus à l'article L. 312-5, des priorités définies au niveau national en matière de politique médico-sociale, en tenant compte de l'activité et des coûts moyens des établissements et services et d'un objectif de réduction progressive des inégalités dans l'allocation des ressources entre régions.... »

Les dotations limitatives qui sont notifiées, par arrêté, aux préfets de régions correspondent bien à la totalité des dépenses autorisées des établissements et non aux recettes d'assurance maladie à percevoir sauf pour les FAM et les CAMSP.

En effet, les dépenses autorisées des établissements médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes confrontées à des difficultés spécifiques (CCAA, CSST et ACT) sont couvertes par le produit de l'assurance maladie pour une grande part mais également par d'autres recettes.

Cette circulaire vous notifie, *en annexe 1*, vos enveloppes régionales provisoires et vous fait connaître les principaux éléments devant présider à l'organisation de la campagne budgétaire 2004, en ce qui concerne les mesures nouvelles de création de places (I) et de reconduction des moyens (II). De même, elle prévoit les modalités de gestion de la mesure de travaux en matière de sécurité des établissements accueillant des personnes handicapées (III).

I - Les mesures nouvelles de création de places

1.1 - Les mesures nouvelles visant la création de places en direction des personnes handicapées

Les mesures nouvelles inscrites dans l'ONDAM médico-social personnes handicapées pour 2004, dont le montant a augmenté cette année de façon significative (30 % environ), doivent accroître la palette des réponses offertes aux besoins des personnes handicapées en développant la prise en charge en établissements et services pour favoriser leur libre choix de vie tout en veillant à préserver proximité, qualité et sécurité.

Les priorités retenues pour cette année intègrent les problématiques mises en exergue en 2003 par la remise de plusieurs rapports dont notamment le rapport remis par M. Jean-Jacques OLIVIN sur l'accueil temporaire et celui remis par M. Jean-François CHOSSY sur la situation des autistes en France. Nous attirons aussi votre attention sur le fait que plusieurs projets de décrets sont en cours d'élaboration : sont concernés l'accueil temporaire, à la suite du rapport précité remis par M. OLIVIN, les services d'accompagnement médico-social des adultes handicapés (SAMSAH et SAVS) et les services de soins infirmiers à domicile (SSIAD).

Vous devez veiller notamment à ce que les possibilités offertes par le code de l'action sociale et des familles, tel que modifié par la loi n°2002-02 du 2 janvier 2002, de diversifier les modes de prise en charge (accueil temporaire, séquentiel, places en maisons d'accueil spécialisées et en foyers d'accueil médicalisé à domicile pour les personnes très lourdement handicapées...) soient effectivement développées et prises en compte dans les projets financés cette année.

Vous devrez également privilégier le financement des projets autorisés mais encore partiellement financés ou en attente de financement afin de solder les dossiers de création de places en cours.

Les mesures nouvelles ONDAM 2004 pour personnes handicapées se divisent, au plan national, en trois enveloppes : la première est en direction des enfants et adolescents handicapés, la deuxième en direction des adultes handicapés, et la troisième constitue une réserve nationale.

Il n'y aura pas, cette année, de répartition de crédits sur la base d'appels à projets nationaux pour financer les opérations de centres d'action médico-sociale précoce (CAMSP) et en direction des personnes handicapées vieillissantes (PHV) : les enveloppes en direction des enfants et adolescents et en direction des adultes sont réparties dans leur totalité et doivent vous permettre de financer ce type d'opérations.

A. Les mesures nouvelles en direction des enfants et des adolescents handicapés.

Les mesures nouvelles en direction des enfants et des adolescents handicapés s'élèvent à 46,26 millions d'euros.

A.1 priorités gouvernementales pour les mesures nouvelles en direction des enfants et des adolescents handicapés :

- Faciliter l'intégration et le maintien en milieu ordinaire des élèves handicapés par le développement des services de soins et d'éducation spéciale intervenant notamment au sein de l'école.
- Répondre de manière plus volontariste aux besoins non encore satisfaits en places pour les enfants lourdement handicapés (polyhandicapés et autistes) en veillant à accroître la qualité de prise en charge, en utilisant toutes les modalités prévues par le code de l'action sociale et des familles (temps partiel, séquentiel, accueil temporaire, accueil de jour, domicile...) et en adaptant la prise en charge aux spécificités des différents publics (requalification de places, renforcement de l'encadrement, ...).
- Favoriser la prévention des handicaps en poursuivant le développement des équipes menant une action médico-sociale précoce et d'accompagnement auprès des enfants handicapés et de leur famille et en développant la prise en charge médico-psycho-pédagogique et la prise en charge assurée par les instituts de rééducation.

A.2 modalités de répartition des mesures nouvelles en direction des enfants et des adolescents handicapés :

Ces mesures nouvelles sont réparties sous la forme d'une enveloppe financière unique hors réserve nationale (*annexe 2*).

La répartition est réalisée sur la base des taux d'équipement en structures et services pour enfants en tenant compte, toutefois, de l'impact de certains départements dont le taux d'équipement, très supérieur à la moyenne nationale, pourrait défavoriser les autres départements de la région, du nombre d'enfants et d'adolescents en attente d'une place en établissement ou service, du nombre de projets autorisés non financés ou non autorisés faute de financements et du nombre d'allocataires des compléments de l'AES les plus élevés qui traduisent souvent l'insuffisance ou l'inadaptation des structures d'accueil pour la prise en charge des enfants les plus lourdement handicapés.

A.3 modalités d'affectation des crédits pour mesures nouvelles en direction des enfants et des adolescents handicapés :

Il a été décidé de prolonger et d'amplifier l'effort accompli dans le cadre du plan triennal. Le montant ainsi attribué au titre des mesures nouvelles doit vous permettre au minimum de reconduire, dans chaque région, les crédits affectés en 2003 aux priorités suivantes :

a) consacrer à la création de places pour les enfants et adolescents polyhandicapés au minimum autant que le montant des crédits attribués par la tranche 2003 du plan triennal aux enfants polyhandicapés (circulaire du 4 mars 2003) ;

L'effort en direction des enfants polyhandicapés devra atteindre, au plan national, un niveau au moins égal à 7,31 millions d'euros.

b) consacrer à la création de places pour les enfants et adolescents autistes au minimum le montant des crédits attribués par la tranche 2003 du plan triennal aux personnes autistes. (circulaire précitée) ;

L'effort en direction des personnes autistes est amplifié puisque, au plan national, les 9,41 millions d'euros sont affectés en totalité aux seuls enfants et adolescents autistes, les places pour adultes autistes relevant désormais de la seconde enveloppe.

Conformément aux orientations retenues à la suite de la remise au Premier ministre du rapport de M. Jean-François CHOSSY sur la situation des autistes en France, vous veillerez à la qualité des projets de prise en charge des personnes autistes. Il convient ainsi de privilégier la création de petites structures, la requalification par petites sections et non par lits et le renforcement des taux d'encadrement.

c) consacrer à la création de places en SESSAD au moins le montant des crédits attribués par le plan triennal (circulaire du 11 août 2000 relative à la mise en œuvre du plan triennal) majoré de 50 %.

Là encore, l'effort accompli en faveur de l'intégration scolaire est amplifié puisque 18,30 millions d'euros sont consacrés à la création de places nouvelles en SESSAD contre 12,20 millions d'euros prévus initialement par le plan triennal.

Vous trouverez, également en *annexe 2*, le rappel des seuils minimum à consacrer à ces trois premières priorités gouvernementales.

La marge de crédits disponible entre le montant des crédits alloués et les reconductions obligatoires sur les trois priorités présentées ci-dessus doit être utilisée comme suit :

d) financer au moins un projet visant la création ou l'extension d'un CAMSP. Si vous décidez de ne pas retenir ce poste, il vous est demandé de justifier ce choix au regard des besoins locaux.

e) financer, au-delà des montants imposés, d'autres projets entrant dans les priorités du gouvernement (places pour les enfants lourdement handicapés ; places de SESSAD ; places en instituts de rééducation ; projets de CMPP et de CAMSP.)

B. Les mesures nouvelles en direction des adultes handicapés.

Les mesures nouvelles en direction des adultes handicapés s'élèvent à 102,42 millions d'euros.

B.1 priorités gouvernementales pour les mesures nouvelles en direction des adultes handicapés :

- accroître le nombre de places en établissements pour les personnes lourdement handicapées (autistes, traumatisés crâniens, polyhandicapés) en réduisant les disparités excessives d'équipement entre les régions ou les départements ;
- accroître pour les établissements comme pour les services la qualité de prise en charge en utilisant toutes les modalités prévues par le code de l'action sociale et des familles (temps

partiel, séquentiel, accueil temporaire, accueil de jour, domicile...) et en adaptant la prise en charge aux spécificités des différents publics (requalification de places, renforcement de l'encadrement...);

- adapter les modalités de prise en charge aux besoins spécifiques et évolutifs du public accueilli, notamment les personnes handicapées vieillissantes et les personnes handicapées psychiques;
- accompagner le développement par les départements des services d'accompagnement dans la vie sociale grâce à un financement complémentaire assurance maladie lorsque les besoins de prise en charge le justifient (forfait soin appliqué à un SAVS)¹.

B.2 modalités de répartition des mesures nouvelles en direction des adultes handicapés :

Ces mesures nouvelles sont réparties sous la forme d'une enveloppe financière unique (*annexe 3*), hors réserve nationale.

La répartition est réalisée sur la base des taux d'équipement en maisons d'accueil spécialisées (MAS) et en foyers d'accueil médicalisé (FAM) (en neutralisant toutefois certains départements dont le taux d'équipement très supérieur à la moyenne nationale pourrait défavoriser les autres départements de la région), du nombre d'adultes en attente d'une place en établissement, du nombre de projets autorisés non financés ou non autorisés faute de financements et du nombre de jeunes adultes maintenus en établissements d'éducation spéciale au titre de "l'amendement Creton".

B.3 modalités d'affectation des mesures nouvelles en direction des adultes handicapés :

Le montant ainsi attribué au titre des mesures nouvelles doit vous permettre de :

a) Créer des places en MAS et en FAM. L'enveloppe accordée est calculée sur la base d'un coût moyen annuel de 44 000 € par place (MAS et FAM confondus). Elle intègre également les crédits permettant de faciliter le financement des projets prenant en charge les adultes les plus lourdement atteints (autistes, polyhandicapés et traumatisés crâniens), ainsi que les personnes handicapées vieillissantes et les personnes atteintes d'un handicap psychique.

Vous veillerez, là encore, à favoriser les projets proposant un mode de prise en charge diversifié, par exemple les projets développant des formes nouvelles d'intervention au domicile de personnes très lourdement handicapées à partir d'établissements pour adultes handicapés (places de MAS ou FAM « externalisées »).

Ainsi, l'objectif national de création de places de 2200 places nouvelles de MAS et FAM pourra non seulement être respecté, par un effort au moins égal dans chaque région à celui accompli en 2003, mais dépassé.

b) Financer au moins un projet visant la création d'un SAMSAH ainsi qu'un projet visant un accueil temporaire.

¹ Projet de décret des services d'accompagnement médico-social des adultes handicapés (SAMSAH) et SAVS en cours

C. Evaluation de l'utilisation des moyens nouveaux de 2004.

Dans le prolongement des enquêtes relatives à la programmation des crédits dont vous avez été destinataires (enquêtes des 22 avril et 1^{er} août 2003 et celle du 2 janvier 2004), un retour d'informations vous sera demandé sur l'utilisation de ces moyens nouveaux.

Vous trouverez en *annexe 4* les tableaux relatifs aux enquêtes qui vous seront demandés cette année.

Pages 19 à 24 : Crédits destinés aux enfants et adolescents handicapés

Page 19 : crédits destinés aux enfants et adolescents polyhandicapés

Page 20 : crédits destinés aux enfants et adolescents autistes

Page 21 : crédits destinés aux places SESSAD

Page 22 : crédits destinés aux projets CAMSP *A défaut d'un tel financement vous devrez présenter les éléments de contextes locaux qui justifient l'absence de ce type de projet ou l'impossibilité de le réaliser.*

Page 23 : crédits destinés aux projets CMPP

Page 24 : crédits destinés aux places en instituts de rééducation

Pages 25 à 26 : Crédits destinés aux adultes handicapés

Page 25 : crédits destinés aux places MAS et FAM

Page 26 : crédits destinés au projet SAMSAH *A défaut d'un tel financement vous devez présenter les éléments de contexte locaux qui justifient l'absence de ce type de projet ou l'impossibilité de le réaliser.*

Pages 27 à 31 : Etat des lieux régional et départemental

Les tableaux relatifs au bilan des années précédentes (plan quinquennal, plan triennal et enveloppe de 20 millions d'euros de 2002), et portant notamment sur l'évolution des installations des places financées, vous seront communiqués pré-remplis par voie de messagerie électronique.

Le calendrier des remontées d'informations est établi comme suit :

- 1^{ère} enquête : la date d'observation est fixée au 30 avril 2004 et la date de retour des informations **au 15 mai 2004** (*Annexe 4 – Page 19 à 26*).
- 2^{ème} enquête : la date d'observation est fixée au 15 septembre 2004 et la date de retour des informations **au 30 septembre 2004** (*Annexe 4 – Page 19 à 26*).
- 3^{ème} enquête : la date d'observation est fixée au 31 décembre 2004 et la date de retour des informations **au 31 janvier 2005** (*Annexe 4 – Page 19 à 31*).

1.2 La mesure nouvelle de SSIAD

La réforme en cours du décret n° 81.448 du 8 mars 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) vise à compléter le champ d'intervention de ces services, d'une part en élargissant les publics bénéficiaires (ouverture aux personnes handicapées âgées de moins de 60 ans), d'autre part en précisant leur mission notamment en prévoyant une obligation de coordination avec les services d'aide à domicile.

Dans l'attente de la parution prochaine de ce décret, il est nécessaire pour la personne handicapée de continuer à avoir recours à l'actuelle procédure dérogatoire consistant à demander une autorisation à sa caisse primaire d'assurance maladie, prise après avis du médecin conseil.

A cette fin, une enveloppe de 10 millions d'euros est dégagée au titre de 2004 correspondant au fonctionnement de 1 018 places supplémentaires de SSIAD dédiées aux personnes handicapées et en priorité aux personnes lourdement handicapées, sur la base d'un coût annuel moyen à la place de 9 820 euros. La répartition de ces places vous sera communiquée après que vous ayez fait remonter les besoins de votre département en la matière.

Nous vous rappelons que les services de soins infirmiers à domicile qui interviendraient auprès des personnes très lourdement handicapées pourront éventuellement dépasser le coût moyen attribué par place dans la limite de votre enveloppe régionale et du forfait journalier plafond qui vous sera communiqué ultérieurement. Par voie de conséquence, nous attirons votre attention sur le fait que ce dépassement par place se traduira par une diminution en proportion du nombre effectif de places créées.

1.3 Création de places nouvelles en appartements de coordination thérapeutique et en structures d'addictologie

A. Appartements de coordinations thérapeutiques.

Le dispositif expérimental d'appartements de coordination thérapeutique (ACT) dont les missions sont définies par le décret n° 2002-1227 du 3 octobre 2002 est intégré dans le champ médico-social depuis 2002. Pour 2004, une enveloppe de 2,05 millions d'euros doit permettre la création d'environ 75 places nouvelles.

Les objectifs de ces créations ou extensions sont les suivants:

- Poursuivre l'équipement des régions prioritaires au vu des données épidémiologiques indiquées dans la circulaire DGS n°2003/519 du 5 novembre 2003 et en fonction du taux d'équipement (nombre de place par malade, vivant au 31/12/2002- données InVS) résultant des autorisations précédentes.
- Améliorer la couverture du territoire en tenant compte de l'évolution des besoins.

Il convient que les DRASS fassent connaître à la Direction Générale de la Santé, sous direction Santé et Société, bureau sd6A, **avant le 31 mars 2004, le bilan des places existantes dans la région (y compris les places créées en 2003) et les projets susceptibles de bénéficier de cette enveloppe (annexe 5).** Les projets transmis en 2003 mais non retenus devront, s'ils demeurent d'actualité, être à nouveau présentés.

Nous attirons votre attention sur les faibles remontées du bilan de créations de places d'ACT pour 2003 qui était annexé à la circulaire du 4 mars 2003. Nous rappelons que ce bilan 2003 conditionne l'examen de cet appel à projet 2004.

B. Structures d'addictologie

B.1 Mesures nouvelles en faveur des CCAA

En 2004, 4,14 M€ sont inscrits en mesures nouvelles pour renforcer le dispositif des personnes prises en charge dans les CCAA.

Ces mesures sont plus précisément destinées à :

- proposer un accompagnement à l'arrêt du tabac aux personnes les plus défavorisées qui fréquentent les CCAA.
- prendre en charge les personnes sous main de justice, notamment dans le cadre des infractions au code de la route, et plus précisément les personnes présentant une alcoolisation excessive.
- créer des structures et renforcer l'existant.

La répartition de ces mesures nouvelles entre les régions vous sera communiquée avant le 15 février 2004.

Le principe de répartition retenu est le même que celui retenu lors de la précédente campagne budgétaire : chaque région disposera d'une enveloppe qui sera attribuée selon les critères expliqués ci-après, et répartira, après examen et validation par le CTRI, les mesures nouvelles en fonction des demandes et besoins des départements.

Les mesures nouvelles seront attribuées en fonction des moyens dont disposent déjà les régions et corrélées aux indicateurs démographiques (population des 20-70 ans), aux indicateurs de l'état de santé de cette population (mortalité par cirrhose alcoolique, par psychose alcoolique, par cancers des voies aéro-digestives supérieures), aux indicateurs de précarité, sans pour autant associer d'emblée la dépendance à l'alcool avec la précarité. L'existence d'un PRS alcool ou addiction, ou d'un volet alcool ou tabac ou addiction dans le SROS sera prise en compte et valorisée.

Comme l'an dernier, les difficultés particulières signalées seront prises en compte.

Il vous est demandé de faire parvenir, pour la fin de l'année 2004, un bilan d'utilisation des crédits à l'aide du tableau joint en *annexe 6*.

B.2 Mesures nouvelles en faveur des CSST

En 2004, 3 M€ de mesures nouvelles en faveur des CSST seront réparties entre les régions.

Ces mesures nouvelles sont destinées plus précisément à :

- prendre en compte l'insuffisance résiduelle des mesures salariales résultant de l'application de l'avenant 265 à la convention du 15 mars 1966 ;
- renforcer les CSST qui ne proposent pas de prise en charge par méthadone ;
- mettre en place dans les CSST des vacations de pharmaciens pour gérer la méthadone ;
- renforcer les moyens en personnels des CSST pour faire face aux augmentations de file active de patients sous traitement par méthadone de certains centres ;

- créer des CSST dans les départements qui en sont dépourvus ;
- renforcer les moyens des CSST pour leur intervention en milieu carcéral.

La répartition de ces mesures nouvelles entre les régions vous sera communiquée avant le 15 février 2004.

Comme pour les CCAA, chaque région disposera d'une enveloppe qui sera attribuée selon les critères expliqués ci-après, et répartira, après examen et validation par le CTRI, les mesures nouvelles en fonction des demandes et besoins des départements.

Les mesures nouvelles seront attribuées en fonction des moyens dont disposent déjà les régions et corrélées aux indicateurs habituellement utilisés (indicateurs de recours au système de soins, de ventes de Stéribox et de Subutex®, population des 20-39 ans).

L'existence d'un PRS toxicomanie ou addiction, ou d'un volet addiction dans le SROS est prise en compte et valorisée.

Un tableau en *annexe 7* destiné à faire un bilan de l'utilisation des mesures nouvelles obtenues au titre de 2004 sera à compléter et à faire parvenir à la sous-direction santé et société, au bureau des pratiques addictives, de la DGS en fin d'année 2004.

A la suite de la circulaire DGAS/5C-DSS/1A n°526 du 13 novembre 2003 répartissant les enveloppes CSST, plusieurs régions ou départements ont fait part de difficultés liées au niveau du montant des dépenses médico-sociales notifiées et/ou au transfert entre l'enveloppe médico-sociale et l'enveloppe sanitaire. Ces situations font actuellement l'objet d'un examen attentif des services de la DGAS et de la DGS.

II - Les mesures de reconduction et de personnel

Ces mesures sont constituées principalement de mesures salariales. Certaines d'entre elles ne sont pas définitivement arrêtées. C'est pourquoi, une provision a été constituée au niveau national.

Cette circulaire consolide également, dans *l'annexe 1*, les montants notifiés au titre du dépassement de l'ONDAM 2002 par note du 3 décembre 2003 et un rattrapage du taux de reconduction 2003 de 1,16 % pour les CSST.

2.1 Les opérations de fongibilité (transferts) entre enveloppes médico-sociales et sanitaires intervenues en 2003

La nécessité de disposer de bases régionales incontestables et la mise en place de la tarification à l'activité dans le domaine sanitaire a conduit à un travail de validation très précis des différentes opérations de fongibilité qui nous ont été communiquées. Les opérations de fongibilité nouvelles (à prendre en compte en 2003 ou au 1^{er} janvier 2004), dont celles relatives aux CSST, ont été examinées et les montants ont été fixés conformément aux règles de conversion, établies en accord avec les services des autres administrations centrales et du respect du principe de la neutralité pour l'assurance maladie.

2.2 les mesures salariales

a) L'augmentation des traitements dans la fonction publique décidée par le gouvernement à hauteur de 0,5 % à compter du 1er janvier 2004¹

Elle se traduit par une évolution de la masse budgétaire de 0,375 %. Elle est immédiatement applicable aux personnels de la fonction publique. Elle est également transposable au secteur privé non lucratif. Pour cela, vous devrez geler une provision correspondante tant que la mesure n'a pas fait l'objet d'une transposition par voie d'accords collectifs agréés.

Par ailleurs, la circulaire du 4 mars 2003 vous a notifié une provision de 0,544 % destinée à couvrir une éventuelle augmentation en 2003 de la valeur du point fonction publique. Cette provision demeure disponible dans vos dotations régionales, sachant qu'aucune revalorisation des traitements de la fonction publique n'est intervenue en 2003. En conséquence, **vos enveloppes régionales font l'objet d'un débasage correspondant à cette provision de 0,554% en masse budgétaire.**

b) L'effet glissement - vieillissement - technicité qui est évalué à 0,8 % de la masse salariale soit 0,6% de la masse budgétaire.

c) La poursuite de la montée en charge des mesures salariales ayant fait l'objet d'un début de financement en 2003 dans le cadre des circulaires budgétaires n°2003-104 et n°2003-526.

Elle concerne :

- L'accord du 17 avril 2002 de l'UNIFED relatif au travail de nuit.

Son coût pour 2004 est évalué à 0,12% de la masse salariale de l'UNIFED. Les dotations régionales 2004 qui vous sont notifiées tiennent compte du coût de cet accord à hauteur de 0,09 % de la masse budgétaire.

- L'accord du 26 mars 2003 relatif au transfert de l'accord d'entreprise de l'Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie à la convention collective de travail des établissements et services pour personnes handicapées du 15 mars 1966.

La notification de la répartition régionale des moyens supplémentaires pour 2004, sur la base que l'ANPAA doit nous communiquer, interviendra dans le courant du premier trimestre 2004. En outre, concernant le surcoût pour l'année 2003, les enveloppes régionales font l'objet d'un réajustement afin de tenir compte des chiffrages transmis par l'ANPAA postérieurement à la circulaire du 13 novembre 2003.

- La rénovation de la convention collective de 1951.

La FEHAP devait nous communiquer pour la fin de l'année 2003 la répartition régionale du coût de cet accord afin de notifier les moyens complémentaires au titre de 2004 ainsi que le reliquat de 2003. En l'absence de communication de ces éléments, il vous est demandé de renseigner, pour le **vendredi 2 avril 2004**, l'enquête consolidée par région

¹ Décret n° 2003-1170 du 8 décembre 2003 portant majoration à compter du 1^{er} janvier 2004 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

(annexe 8). Pour les années 2003 et 2004, elle devra nous permettre de vous notifier les moyens correspondants au chiffrage sur la base duquel l'accord a été agréé. En tout état de cause, les sommes qui vous seront notifiées, le seront dans la limite de la provision constituée au niveau national pour 2003 et pour 2004.

Il est indiqué que la FEHAP s'est d'ailleurs engagée à ne pas solliciter de crédits supplémentaires à ceux qui seront attribués et à recourir à une minoration de l'évolution des salaires de la CCN 1951 dans le cas où les surcoûts réels seraient supérieurs au financement disponible.

Il est rappelé que ces trois accords sont consultables sur le site intranet du ministère.

- La mesure spécifique secteur public CNRACL.

Les moyens afférents à la poursuite de l'augmentation de 0,4 % du taux de cotisation de la contribution employeur à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) vous sont notifiés au prorata de la masse salariale du secteur public de chacune des régions².

d) La rénovation de la convention collective de la croix rouge française.

L'accord du 3 juillet 2003 modifié par un avenant du 9 décembre 2003 portant révision de la convention collective de la croix rouge française a été agréé. Il prend effet à compter du 1^{er} juillet 2004. Une provision a été constituée au niveau national. Sa répartition vous sera communiquée avant cette date. Cet accord est également consultable sur l'intranet du ministère.

2.3 la mesure effet prix

Les charges autres que les frais de personnel qui représentent 25 % du budget des structures sont revalorisées du taux d'inflation prévisionnel pour 2004 de 1,5%, soit une évolution de la masse budgétaire de 0,375 %.

2.4 le forfait de soins de référence des foyers d'accueil médicalisés

Le forfait de soins de référence des FAM applicable en 2004 est revalorisé en fonction du niveau de progression des enveloppes régionales de dépenses médico-sociales, hors mesures nouvelles de création de places. Il s'établit donc à 60,76 euros.

² Décret n° 2003-51 du 17 janvier 2003 relatif à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales et modifiant le décret n°91-613 du 28 juin 1991 fixant les taux de cotisations de divers régimes spéciaux de sécurité sociale.

III - La mesure de travaux de sécurité dans les structures pour personnes handicapées

Le parc immobilier des établissements accueillant notamment des enfants et adolescents handicapés est très ancien et inadapté et ne présente plus toujours les conditions de sécurité et de confort minimal pour la prise en charge des personnes handicapées. Une enquête effectuée en mai 2002 auprès de vos services et destinée à recenser les travaux à réaliser pour offrir une prise en charge respectant les normes de sécurité et d'hygiène en vigueur, a montré la nécessité d'entreprendre dès à présent une mise à niveau de ces équipements. C'est pourquoi a été inscrite dans l'ONDAM 2004 une dotation de 20 M€ destinée à prendre en charge les surcoûts sur le budget de fonctionnement (frais financiers et amortissements) générés par la réalisation de travaux de sécurité et d'hygiène.

Ces 20 M€ seront répartis dans le cadre d'un appel à projets national. Il vous est donc demandé de classer, par ordre décroissant, les priorités régionales justifiant l'octroi de crédits nouveaux susceptibles d'émarger à cette enveloppe.

La priorité doit être donnée aux opérations dont l'urgence est traduite notamment par un avis défavorable de la commission de sécurité à la poursuite de l'activité ou d'un autre service ou organisme compétent en matière d'hygiène, de santé et de salubrité publique.

Il vous appartient de considérer l'opportunité de cette opération, le cas échéant dans le cadre d'autres solutions (reconstruction, transfert, autres modes de prise en charge et mutualisation des services) à moyen terme. Votre appréciation devra tenir compte des priorités du schéma départemental. De même, vous veillerez à privilégier les opérations dont le commencement d'exécution des travaux est envisageable en 2004 et pour lesquelles un diagnostic sur l'état général du patrimoine et les investissements nécessaires à son amélioration, a été établi au préalable. En effet, lorsqu'il apparaît que la sécurité d'un bâtiment existant doit être améliorée, il est nécessaire d'évaluer la nature des travaux à entreprendre en prenant en considération l'ensemble des facteurs : la population, l'état du bâti, l'environnement et la qualité.

Le descriptif synthétique des opérations proposées et présentées selon la fiche « opérations de sécurité » jointe en *annexe 9*, est à retourner par les DRASS à la Direction Générale de l'Action Sociale (Bureau Budgets et Finances) pour le 29 février 2004.

Pour le ministre et par délégation

Le directeur général de la santé


Professeur William DAB

Le Directeur de la Sécurité Sociale


Dominique LIBAULT

Le Directeur Général de l'Action Sociale


Jean-Jacques TREGOAT

| REGIONS / DOM | Enveloppe reconductible pour 2003 (1) | Dépassement de l'ONDAM 2002 (2) | Réajustement surcoût ANPAA 2003 | Débasage mesure salariale générale 2003 | Solde des transferts avec le sanitaire | Solde des transferts avec les personnes âgées | Reconstitution CSST pour 2003 (1 16%) |
|----------------------|---------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---|--|---|---------------------------------------|
| ALSACE | 152 472 077 | 4 108 484 | 0 | -772 772 | 44 019 | 232 690 | 37 306 |
| AQUITAINE | 317 160 930 | 7 229 641 | -18 083 | -1 606 715 | 248 766 | 0 | 78 134 |
| AUVERGNE | 131 368 378 | 1 374 174 | -10 054 | -680 059 | 286 409 | 0 | 7 362 |
| BOURGOGNE | 134 545 371 | 5 902 245 | -23 892 | -677 871 | 0 | 222 645 | 25 515 |
| BRETAGNE | 270 795 233 | 7 764 385 | -26 765 | -1 392 456 | 2 014 561 | 181 830 | 25 299 |
| CENTRE | 242 695 956 | 6 722 227 | -26 118 | -1 231 751 | 2 778 377 | 0 | 34 382 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 152 528 095 | 1 568 310 | -17 971 | -778 837 | 0 | 0 | 26 405 |
| CORSE | 21 219 592 | 486 973 | 1 529 | -102 199 | 0 | 0 | 13 100 |
| FRANCHE COMTE | 139 231 403 | 1 507 805 | -21 903 | -717 504 | 2 301 652 | 18 555 | 11 718 |
| ILE DE FRANCE | 933 641 209 | 11 508 345 | -27 333 | -4 574 889 | 39 698 | 0 | 430 463 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 266 094 213 | 10 818 936 | -8 148 | -1 317 402 | 193 568 | 0 | 92 935 |
| LIMOUSIN | 102 691 585 | 172 276 | -6 628 | -536 113 | 41 146 | 0 | 2 798 |
| LORRAINE | 248 106 030 | 7 211 290 | -6 464 | -1 263 176 | 1 140 638 | 0 | 51 527 |
| MIDI-PYRENEES | 380 845 166 | 15 484 907 | -18 995 | -1 961 971 | 1 309 681 | 0 | 71 669 |
| NORD-PAS DE CALAIS | 407 968 306 | 8 229 369 | -13 906 | -2 050 305 | 0 | 0 | 85 432 |
| BASSE NORMANDIE | 187 192 311 | 3 411 058 | -16 956 | -977 827 | 3 103 997 | 0 | 6 886 |
| HAUTE NORMANDIE | 172 263 396 | 3 964 644 | -1 259 | -867 970 | 0 | 0 | 32 561 |
| PAYS DE LOIRE | 306 711 732 | 9 000 169 | -20 653 | -1 565 033 | 327 597 | 0 | 41 612 |
| PICARDIE | 191 887 349 | 5 916 928 | -21 402 | -973 584 | 633 000 | 0 | 43 698 |
| POITOU CHARENTES | 144 951 651 | 3 774 728 | -12 634 | -740 496 | 2 953 741 | 0 | 20 456 |
| PACA | 401 315 172 | 11 814 118 | -27 981 | -1 992 038 | 21 154 | 0 | 147 055 |
| RHONE ALPES | 496 324 031 | 12 787 097 | -42 616 | -2 497 472 | 4 642 689 | 0 | 111 877 |
| GUADELOUPE | 27 581 194 | 0 | 0 | -129 290 | 0 | 0 | 4 524 |
| MARTINIQUE | 25 325 075 | 1 475 118 | 0 | -118 963 | 0 | 0 | 12 246 |
| GUYANE | 10 515 768 | 130 686 | 0 | -44 129 | 0 | 0 | 8 161 |
| REUNION | 66 132 750 | 2 636 084 | -21 742 | -336 470 | 0 | 0 | 2 023 |
| TOTAL | 5 931 563 971 | 145 000 000 | -389 974 | -29 907 292 | 22 080 693 | 655 720 | 1 425 144 |

(1) Enveloppe reconductible au 31 décembre 2003 tenant compte des notifications postérieures à la circulaire du 13 novembre 2003;

(2) Notification du dépassement de l'ONDAM 2002 du 3 décembre 2003.

| REGIONS / DOM | Base de référence pour 2004 | Mesures salariales générales, GVT et inflation (1,35%) | CNRACL | Travail de nuit (0,09%) | Mesures enfants et adolescents | Mesures adultes handicapés | Enveloppe reductible notifiée pour 2004 |
|----------------------|-----------------------------|--|------------------|-------------------------|--------------------------------|----------------------------|---|
| ALSACE | 156 121 804 | 2 107 644 | 18 108 | 140 510 | 1 430 560 | 2 092 554 | 161 911 179 |
| AQUITAINE | 323 092 673 | 4 361 751 | 43 818 | 290 783 | 1 793 392 | 3 491 581 | 333 073 998 |
| AUVERGNE | 132 346 210 | 1 786 674 | 32 867 | 119 112 | 534 941 | 1 114 315 | 135 934 119 |
| BOURGOGNE | 139 994 013 | 1 889 919 | 18 601 | 125 995 | 1 130 693 | 1 548 403 | 144 707 623 |
| BRETAGNE | 279 362 087 | 3 771 388 | 76 275 | 251 426 | 1 158 982 | 2 534 714 | 287 154 872 |
| CENTRE | 250 973 073 | 3 388 136 | 41 719 | 225 876 | 1 622 862 | 4 627 074 | 260 878 739 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 153 326 001 | 2 069 901 | 48 945 | 137 993 | 590 944 | 1 325 088 | 157 498 873 |
| CORSE | 21 618 995 | 291 856 | 5 086 | 19 457 | 391 693 | 249 544 | 22 576 631 |
| FRANCHE COMTE | 142 331 726 | 1 921 478 | 31 677 | 128 099 | 442 079 | 1 163 267 | 146 018 326 |
| ILE DE FRANCE | 941 017 494 | 12 703 736 | 107 472 | 846 916 | 11 870 816 | 23 546 326 | 990 092 759 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 275 874 102 | 3 724 300 | 12 099 | 248 287 | 1 852 491 | 7 060 724 | 288 772 002 |
| LIMOUSIN | 102 365 064 | 1 381 928 | 31 175 | 92 129 | 258 477 | 556 622 | 104 685 394 |
| LORRAINE | 255 239 846 | 3 445 738 | 72 919 | 229 716 | 938 576 | 2 630 633 | 262 557 428 |
| MIDI-PYRENEES | 395 730 457 | 5 342 361 | 44 466 | 356 157 | 915 569 | 1 857 382 | 404 246 393 |
| NORD-PAS DE CALAIS | 414 218 897 | 5 591 955 | 88 110 | 372 797 | 3 811 191 | 8 985 155 | 433 068 105 |
| BASSE NORMANDIE | 192 719 469 | 2 601 713 | 34 193 | 173 448 | 593 747 | 1 016 954 | 197 139 524 |
| HAUTE NORMANDIE | 175 391 373 | 2 367 784 | 64 761 | 157 852 | 2 077 297 | 1 826 888 | 181 885 955 |
| PAYS DE LOIRE | 314 495 425 | 4 243 688 | 98 780 | 283 046 | 1 391 941 | 6 332 045 | 326 846 925 |
| PICARDIE | 197 485 989 | 2 666 061 | 52 591 | 177 737 | 1 580 325 | 2 337 397 | 204 300 101 |
| POITOU CHARENTES | 150 947 445 | 2 037 791 | 42 463 | 135 853 | 584 173 | 1 939 071 | 155 686 796 |
| PACA | 411 277 480 | 5 552 246 | 56 806 | 370 150 | 2 508 471 | 10 328 776 | 430 093 928 |
| RHONE ALPES | 511 325 606 | 6 902 896 | 73 018 | 460 193 | 5 552 673 | 10 607 742 | 534 922 128 |
| GUADELOUPE | 27 456 429 | 370 662 | 0 | 24 711 | 784 528 | 2 471 191 | 31 107 520 |
| MARTINIQUE | 26 693 476 | 360 362 | 2 048 | 24 024 | 607 180 | 915 046 | 28 602 136 |
| GUYANE | 10 610 485 | 143 242 | 0 | 9 549 | 475 213 | 602 399 | 11 840 889 |
| REUNION | 68 412 645 | 923 571 | 0 | 61 571 | 1 365 186 | 1 259 109 | 72 022 082 |
| TOTAL | 6 070 428 262 | 81 950 781 | 1 097 997 | 5 463 385 | 46 264 000 | 102 420 000 | 6 307 624 425 |

(1) Enveloppe reductible

(2) Notification du dépassement

Mesures nouvelles 2004 :
création de places nouvelles en direction des enfants et adolescents handicapés

| REGIONS/DOM | Dotation pour les enfants et adolescents handicapés (en année pleine ; en euros) | Montant minimum à consacrer aux enfants polyhandicapés | Montant minimum à consacrer aux enfants autistes | Montant minimum à consacrer aux places SESSAD |
|-------------------|--|--|--|---|
| ALSACE | 1 430 560 | 135 171 | 195 643 | 833 896 |
| AQUITAINE | 1 793 392 | 208 347 | 324 208 | 942 897 |
| AUVERGNE | 534 941 | 101 633 | 143 810 | 152 449 |
| BOURGOGNE | 1 130 693 | 103 157 | 180 398 | 616 656 |
| BRETAGNE | 1 158 982 | 245 443 | 325 733 | 188 275 |
| CENTRE | 1 622 862 | 193 102 | 282 031 | 811 791 |
| CHAMPAGNE ARDENNE | 590 944 | 76 225 | 156 514 | 152 449 |
| CORSE | 391 693 | 101 633 | 76 225 | 152 449 |
| FRANCHE COMTE | 442 079 | 76 225 | 128 565 | 114 337 |
| ILE DE FRANCE | 11 870 816 | 1 473 166 | 3 153 992 | 4 493 435 |
| LANGUEDOC | 1 852 491 | 334 527 | 255 606 | 681 447 |
| LIMOUSIN | 258 477 | 0 | 76 225 | 114 337 |
| LORRAINE | 938 576 | 181 414 | 265 261 | 211 904 |
| MIDI PYRENEES | 915 569 | 207 839 | 276 949 | 156 260 |
| NORD PAS-CALAIS | 3 811 191 | 398 400 | 474 116 | 1 989 460 |
| BASSE NORMANDIE | 593 747 | 76 225 | 162 612 | 152 449 |
| HAUTE NORMANDIE | 2 077 297 | 195 643 | 214 953 | 1 401 006 |
| PAYS DE LA LOIRE | 1 391 941 | 250 016 | 365 878 | 254 590 |
| PICARDIE | 1 580 325 | 138 220 | 224 100 | 920 792 |
| POITOU CHARENTES | 584 173 | 76 225 | 175 825 | 152 449 |
| PACA | 2 508 471 | 498 508 | 590 994 | 420 759 |
| RHONE ALPES | 5 552 673 | 1 632 047 | 594 551 | 2 237 189 |
| GUADELOUPE | 784 528 | 152 449 | 190 561 | 285 842 |
| MARTINIQUE | 607 180 | 134 155 | 167 694 | 251 541 |
| GUYANE | 475 213 | 79 273 | 99 092 | 148 638 |
| REUNION | 1 365 186 | 243 918 | 304 898 | 457 347 |
| TOTAL | 46 264 000 | 7 312 960 | 9 406 434 | 18 294 644 |

Mesures nouvelles 2004 :
création de places nouvelles en direction des adultes handicapés hors réserve nationale

| REGIONS/DOM | Objectif minimum de création de places MAS / FAM 44 000 € en moyenne | Dotation pour les adultes handicapés (en année pleine ; en euros) | dont marge de manœuvre * |
|-------------------|---|---|--------------------------|
| ALSACE | 40 | 2 092 554 | 332 554 |
| AQUITAINE | 68 | 3 491 581 | 499 581 |
| AUVERGNE | 22 | 1 114 315 | 146 315 |
| BOURGOGNE | 30 | 1 548 403 | 228 403 |
| BRETAGNE | 49 | 2 534 714 | 378 714 |
| CENTRE | 89 | 4 627 074 | 711 074 |
| CHAMPAGNE ARDENNE | 26 | 1 325 088 | 181 088 |
| CORSE | 5 | 249 544 | 29 544 |
| FRANCHE COMTE | 22 | 1 163 267 | 195 267 |
| ILE DE FRANCE | 455 | 23 546 326 | 3 526 326 |
| LANGUEDOC | 136 | 7 060 724 | 1 076 724 |
| LIMOUSIN | 11 | 556 622 | 72 622 |
| LORRAINE | 51 | 2 630 633 | 386 633 |
| MIDI PYRENEES | 36 | 1 857 382 | 273 382 |
| NORD PAS-CALAIS | 174 | 8 985 155 | 1 329 155 |
| BASSE NORMANDIE | 20 | 1 016 954 | 136 954 |
| HAUTE NORMANDIE | 35 | 1 826 888 | 286 888 |
| PAYS DE LA LOIRE | 122 | 6 332 045 | 964 045 |
| PICARDIE | 45 | 2 337 397 | 357 397 |
| POITOU CHARENTES | 37 | 1 939 071 | 311 071 |
| PACA | 200 | 10 328 776 | 1 528 776 |
| RHONE ALPES | 205 | 10 607 742 | 1 587 742 |
| GUADELOUPE | 48 | 2 471 191 | 359 191 |
| MARTINIQUE | 18 | 915 046 | 123 046 |
| GUYANE | 12 | 602 399 | 74 399 |
| REUNION | 24 | 1 259 109 | 203 109 |
| TOTAL | 1 980 | 102 420 000 | 15 300 000 |

* pour dépasser cet objectif et faciliter le financement de projets concernant les publics spécifiques (autistes, polyhandicapés, traumatisés crâniens, personnes handicapées vieillissantes, personnes handicapées psychiques) et créer au moins un SAMSAH par région.

REGION : à compléter

**CREDITS ADULTES 2004
CREATIONS DE PLACES EN MAS ET EN FAM
OPERATIONS REALISEES DANS LA REGION**

la 1ère enquête vise à connaître les projets qu'il est prévu de financer sur les crédits 2004 (programmation)
la 2ème et la 3ème enquêtes visent à connaître les projets effectivement financés sur les crédits 2004

1) Projets MAS et FAM financés intégralement par les crédits adultes 2004

| DPT | Localité | Type d'établissement (préciser le public accueilli) | mode de prise en charge (a) | Organisme gestionnaire | Coût total de l'opération en euros | Nombre de places financées par cette enveloppe 2004 | | | Nombre de places effectivement occupées |
|--------------|----------|---|--------------------------------|---------------------------|--|--|-------------|------------------------|--|
| | | | | | | Créat. Nettes | Ext. Nettes | Requalification (b) | |
| TOTAL | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |

2) Projets MAS et FAM financés partiellement par les crédits adultes 2004

| DPT | Localité | Type d'établissement (préciser le public accueilli) | mode de prise en charge (a) | Organisme gestionnaire | enveloppe adultes 2004 | Financement complémentaires le cas échéant en euros(c) | | | solde non financé en euros le cas échéant (d) | Coût total de l'opération en euros | Nombre de places financées sur cette enveloppe 2004 | | | Nombre de places effectivement occupées |
|--------------|----------|---|--------------------------------|---------------------------|---------------------------|--|----------------------|--------------------------------|--|---|--|------------------|----------------|--|
| | | | | | | Plan quinquennal (d) | Plan triennal (e) | Enveloppe 2002 de 20 M€ (f) | | | autres sources de financements (g) | Créat. Nettes | Ext. Nettes | |
| TOTAL | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |

(a) Indiquer le mode de prise en charge (I pour interne, SI pour semi-interne, E pour externe, TP pour temps partiel, TS pour temps séquentiel, AC pour accueil temporaire, AJ pour accueil de jour...)

(b) requalification de places déjà existantes.

(c) Préciser le montant pour chaque catégorie.

(d) Préciser l'année

(e) Préciser l'année et l'enveloppe dont il s'agit (P pour polyhandicap, A pour autistes, TC pour traumatisés crâniens ou S pour SESSAD).

(f) Indiquer le montant de l'enveloppe en année pleine.

(g) Préciser l'origine des crédits : sur marge de manœuvre rég., dép., par redéploiement, par transfert du sanitaire

REGION : à compléter

ANALYSE DES BESOINS DE LA REGION

DGAS - 3B - 3C
A transmettre exclusivement par mail à
julie.villiger@sante.gouv.fr

A) Listes d'attente du secteur enfants et adolescents handicapés

| Type d'établissements | Nombre d'enfants adolescents en attente de place au 31 décembre 2004 | Jeunes adultes maintenus en établissements de l'éducation spéciale relevant de l'amendement Creton au 31 décembre 2004 |
|---|--|--|
| Etablissements d'éducation spéciale pour déficients intellectuels | | |
| Etablissements pour polyhandicapés | | |
| Instituts de rééducation | | |
| Etablissements pour déficients moteurs | | |
| Instituts d'éducation sensorielle pour enfants atteints de déficiences visuelles | | |
| Instituts d'éducation sensorielle pour enfants atteints de déficiences auditives | | |
| Instituts d'éducation sensorielle pour enfants sourds et aveugles | | |
| Services autonomes d'éducation spéciale et de soins à domicile (autonomes ou non) | | x |
| Centres médico-psycho-pédagogiques | | x |
| Centres d'action médico-sociale précoce | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Précisez obligatoirement les sources :

B) Listes d'attente du secteur adultes handicapés

| Type d'établissements | Nombre d'adultes en attente de place au 31 décembre 2004 * |
|--|--|
| Foyers d'hébergement | |
| Foyers occupationnels ou foyers de vie | |
| Foyers d'accueil médicalisé (ex FDT) hors ambulatoires | |
| Foyers d'accueil médicalisé (ex FDT) ambulatoires | |
| Maisons d'accueil spécialisées hors ambulatoires | |
| Maisons d'accueil spécialisées ambulatoires | |
| TOTAL | 0 |

* hors les jeunes adultes relevant de l'amendement Creton maintenus en établissements de l'éducation spéciale.

Précisez obligatoirement les sources :

ANALYSE DES BESOINS DU DEPARTEMENT

A) Listes d'attente du secteur enfants et adolescents handicapés

| Type d'établissements | Nombre d'enfants adolescents en attente de place au 31 décembre 2004 | Jeunes adultes maintenus en établissements de l'éducation spéciale relevant de l'amendement Creton au 31 décembre 2004 |
|---|--|--|
| Etablissements d'éducation spéciale pour déficients intellectuels | | |
| Etablissements pour polyhandicapés | | |
| Instituts de rééducation | | |
| Etablissements pour déficients moteurs | | |
| Instituts d'éducation sensorielle pour enfants atteints de déficiences visuelles | | |
| Instituts d'éducation sensorielle pour enfants atteints de déficiences auditives | | |
| Instituts d'éducation sensorielle pour enfants sourds et aveugles | | |
| Services autonomes d'éducation spéciale et de soins à domicile (autonomes ou non) | | |
| Centres médico-psycho-pédagogiques | | |
| Centres d'action médico-sociale précoce | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Précisez obligatoirement les sources :

B) Listes d'attente du secteur adultes handicapés

| Type d'établissements | Nombre d'adultes en attente de place au 31 décembre 2004 * |
|--|--|
| Foyers d'hébergement | |
| Foyers occupationnels ou foyers de vie | |
| Foyers d'accueil médicalisé (ex FDT) hors ambulatoires | |
| Foyers d'accueil médicalisé (ex FDT) ambulatoires | |
| Maisons d'accueil spécialisées hors ambulatoires | |
| Maisons d'accueil spécialisées ambulatoires | |
| TOTAL | 0 |

* hors les jeunes adultes relevant de l'amendement Creton maintenus en établissements de l'éducation spéciale.

Précisez obligatoirement les sources :

DGAS - 3B - 3C
 A transmettre exclusivement par mail à
 julie.villiger@sante.gouv.fr

ANALYSE DES BESOINS DE LA REGION

REGION : à compléter

C) Evolution du nombre de jeunes adultes relevant de l'amendement CRETON

| Année | Orientations préconisées par la COTOREP | | | | | TOTAL des jeunes adultes relevant de l'amendement Creton |
|----------|---|--|-------------------------------|-------------------------------------|--|--|
| | Ateliers protégés | Foyers occupationnels ou foyers de vie | Maison d'accueil spécialisées | Foyer d'accueil médicalisé (ex FDI) | | |
| fin 1998 | | | | | | 0 |
| fin 1999 | | | | | | 0 |
| fin 2000 | | | | | | 0 |
| fin 2001 | | | | | | 0 |
| fin 2002 | | | | | | 0 |
| fin 2003 | | | | | | 0 |
| fin 2004 | | | | | | 0 |

A noter que les renseignements concernant les CAT relèvent désormais exclusivement de l'enquête annexée à la circulaire 2004 relative à la campagne budgétaire des CAT.

D) Besoins spécifiques de la région concernant certains publics ou certaines formes de prise en charge

| Nature du public ou nature de la prise en charge (par exemple, autistes, polyhandicapés, traumatisés crâniens, handicapés psychiques*, personnes handicapées vieillissantes...) en distinguant les adultes des enfants | Nombre de personnes sur listes d'attente | Nombre de personnes en placement inadéquat | Capacités d'accueil régionales existantes | Observations (préciser notamment les sources des ces informations, tel que schéma régional, enquêtes...) |
|--|--|--|---|--|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

* Le handicap psychique résulte de déficiences des fonctions psychiques, il est à distinguer du handicap mental, résultant de déficiences intellectuelles

E) les schémas régionaux concernant les personnes handicapées

* Indiquez ici le ou les dernier(s) schémas concernant les personnes handicapées ainsi que la période couverte :

* Indiquez ici le ou les schémas en préparation et la période couverte :

ANALYSE DES BESOINS DU DEPARTEMENT

C) Evolution du nombre de jeunes adultes relevant de l'amendement CRETON

| Année | Orientations préconisées par la COTOREP | | | | TOTAL des jeunes adultes relevant de l'amendement Creton |
|----------|---|--|-------------------------------|-------------------------------------|--|
| | Ateliers protégés | Foyers occupationnels ou foyers de vie | Maison d'accueil spécialisées | Foyer d'accueil médicalisé (ex FDT) | |
| fin 1998 | | | | | 0 |
| fin 1999 | | | | | 0 |
| fin 2000 | | | | | 0 |
| fin 2001 | | | | | 0 |
| fin 2002 | | | | | 0 |
| fin 2003 | | | | | 0 |
| fin 2004 | | | | | 0 |

A noter que les renseignements concernant les CAT relèvent désormais exclusivement de l'enquête annexée à la circulaire 2004 relative à la campagne budgétaire des CAT.

D) Besoins spécifiques du département concernant certains publics ou certaines formes de prise en charge

| Nature du public ou nature de la prise en charge (par exemple, artistes, polyhandicapés, traumatisés crâniens, handicapés psychiques*, personnes handicapées vieillissantes...) en distinguant les adultes des enfants | Nombre de personnes sur listes d'attente sans solution | Nombre de personnes en placement inadéquat | Capacités d'accueil régionales existantes | Observations (préciser notamment les sources des ces informations, tel que schéma régional, enquêtes...) |
|--|--|--|---|--|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

* Le handicap psychique résulte de déficiences des fonctions psychiques, il est à distinguer du handicap mental, résultant de déficiences intellectuelles

E) les schémas départementaux concernant les personnes handicapées

* Indiquez ici le ou les dernier(s) schémas concernant les personnes handicapées ainsi que la période couverte :

* Indiquez ici le ou les schémas en préparation et la période couverte :

REGION : à compléter

DGAS - 3B 3C
A transmettre exclusivement par mèle à
julie.villiger@sante.gouv.fr

LES PROJETS EN ATTENTE DE FINANCEMENT AU 31 DECEMBRE 2004

1) Projets financés partiellement par des crédits d'assurance maladie notifiés

| Ordre de priorité des projets | DPT | Localité | Type d'établissement ou service | Public accueilli | intitulé de l'établissement ou du service | modalité de prise en charge (a) | Organisme gestionnaire | Date de l'arrêté d'autorisation | Capacité | | | Financement déjà acquis en euros | Nombre de places restant à financer | Solde non financé en euros | Coût total de l'opération en euros | |
|-------------------------------|-----|----------|---------------------------------|------------------|---|---------------------------------|------------------------|---------------------------------|---------------|-------------|---------------------|----------------------------------|-------------------------------------|----------------------------|------------------------------------|---|
| | | | | | | | | | Créat. Nettes | Ext. Nettes | Requalification (b) | | | | | |
| 1 | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| 2 | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| 3 | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| 4 | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| 5 | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| 6 | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| 7 | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| 8 | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| 9 | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| 10 | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| TOTAL | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 |

2) Projets non financés

| Ordre de priorité des projets | DPT | Localité | Type d'établissement ou service | Public accueilli | intitulé de l'établissement ou du service | modalité de prise en charge (a) | Organisme gestionnaire | Date de l'arrêté d'autorisation | Capacité | | | Coût total de l'opération en euros | | | |
|-------------------------------|-----|----------|---------------------------------|------------------|---|---------------------------------|------------------------|---------------------------------|---------------|-------------|---------------------|------------------------------------|---|---|---|
| | | | | | | | | | Créat. Nettes | Ext. Nettes | Requalification (b) | | | | |
| 1 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 | 0 |

(a) Indiquer le mode de prise en charge (I pour interne, SI pour semi-interne, E pour externe, TP pour temps partiel, TS pour temps séquentiel, AC pour accueil temporaire, AJ pour accueil de jour...)

(b) requalification de places déjà existantes.

Appel à projets relatif à la création de places nouvelles d'ACT

Modalités d'utilisation des 2 049 866 euros de crédits en année pleine de l'assurance maladie inscrits dans l'ONDAM 2004 pour cette catégorie de structures.

En 2004, une enveloppe spécifique de 2 049 866 euros est disponible pour les Appartements de Coordination Thérapeutique. Elle est destinée au financement de places nouvelles (création de structures ou extension de capacité).

Cette enveloppe sera répartie dans le cadre d'un appel à projets national, avec les objectifs suivants:

- Poursuivre l'équipement des régions prioritaires au vu des données épidémiologiques de la circulaire DGS N 2003/519 du 5 novembre 2003, en fonction du taux d'équipement (nombre de place par malade vivant au 31/12/2002- données InVS) résultant des autorisations précédentes.
- Améliorer la couverture du territoire en tenant compte de l'évolution des besoins

Il vous est demandé de classer, par ordre décroissant de priorités régionales, les projets de création ou d'extension de capacité justifiant l'octroi de crédits nouveaux susceptibles d'émarger à cette enveloppe. Pour les dossiers non retenus en 2003, il vous appartient de décider s'ils répondent aux critères définis ci-dessus.

Les projets sélectionnés devront être réalisables en 2004.

Le tableau ci-joint est à utiliser obligatoirement pour formaliser le récapitulatif de vos demandes prioritaires. Ce récapitulatif régional accompagné d'un descriptif synthétique des opérations proposées et présentées selon les fiches jointes ainsi que le bilan des places existantes dans la région sont à transmettre pour **le 31 mars 2004, délai de rigueur.**

A joindre impérativement :

Un tableau précisant le nombre de places d'ACT autorisées au 31.12.2003 dans la région par département d'implantation, les structures gestionnaires et le nombre de places autorisées et effectivement ouverte par structure.

REGION :
 DEPARTEMENT :

| |
|---|
| MESURES NOUVELLES 2004 FICHE RELATIVE A LA <u>CREATION</u> D'ACT |
|---|

1 – Données générales

personne morale gestionnaire :
 Avis CROSS et date :
 Date de l'arrêté préfectoral :
 Capacité autorisée :

Si non autorisé,
 Date dépôt demande d'autorisation :

Date prévue d'ouverture

2- données financières

coût total en année pleine :
 montant de la dotation prévisionnelle d'assurance maladie en année pleine :
 montant demandé sur l'enveloppe nationale mesures nouvelles en 2004:
 coût total des charges de personnels en année pleine :

3- Personnel

| | en etp |
|--------------------|--------|
| Administratifs | |
| Médicaux | |
| Paramédicaux | |
| Socio-éducatifs | |
| Autres (préciser) | |

4-Projet de l'établissement

A- objectifs généraux

B- caractéristiques de la population accueillie

C- caractéristiques principales de la prise en charge

- coordination médicale :

- coordination psychosociale :

- hébergement :

C- partenariat

REGION :
 DEPARTEMENT :

| |
|--|
| MESURES NOUVELLES 2004 FICHE RELATIVE A L'EXTENSION DE CAPACITE D'ACT |
|--|

1 – Données générales

pour le service existant :

personne morale gestionnaire :

Avis CROSS et date :

Date de l'arrêté préfectoral :

Capacité autorisée :

Pour l'extension:

Si nécessaire, Avis CROSS et date :

Date de l'arrêté préfectoral :

Capacité autorisée :

Si non autorisé,

Date dépôt demande d'autorisation :

Date prévue d'ouverture

2- données financières

pour le service existant

coût total en année pleine :

montant de la dotation prévisionnelle d'assurance maladie en année pleine :

coût total des charges de personnels en année pleine

Pour l'extension:

coût total en année pleine :

montant de la dotation prévisionnelle d'assurance maladie en année pleine :

montant demandé sur l'enveloppe nationale mesures nouvelles en 2004:

coût total des charges de personnels en année pleine

3- Personnel (en etp)

| | pour le service existant | Pour l'extension |
|--------------------|--------------------------|------------------|
| Administratifs | | |
| Médicaux | | |
| Paramédicaux | | |
| Socio-éducatifs | | |
| Autres (préciser) | | |

4-Projet de l'établissement

A- objectifs généraux

B- caractéristiques de la population accueillie

C- caractéristiques principales de la prise en charge

- coordination médicale :

- coordination psychosociale :

- hébergement :

D- partenariat

REGION :
Nom et coordonnées responsable du dossier :

Appel à projets relatif à la création de places nouvelles d'ACT :

PROPOSITIONS 2004

| Ordre de priorité | Département | Association gestionnaire | capacité | | Coût total | Dotation assurance maladie | Montant sollicité sur enveloppe nationale 2004 | Passage en CROSS date | observations |
|-------------------|-------------|--------------------------|----------|-----------|------------|----------------------------|--|-----------------------|--------------|
| | | | création | extension | | | | | |
| 1 | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |

A retourner à la DGS/ sous direction Santé et société, bureau sd6a pour le 31 mars 2004

Region ou DOM : A renseigner

1) Pour les adhérents FEHAP

| | Indicateurs physiques | | Indicateurs financiers | | | | | |
|-----------------------|---|---|--|--|--|--|--|--|
| | Nbre d'ETP de la CC 1951 du 1er janvier 2003 (BP) | Nbre d'ETP de la CC 1951 au 1er janvier 2004 (BP) | Masse salariale chargée CC 1951 au 1er janvier 2003 au dernier budget approuvé | Masse salariale chargée CC 1951 au 1er janvier 2004 au dernier budget approuvé | Surcoût présenté dans les budgets au titre de la rénovation de la CC 51 pour l'exercice 2003 | Surcoût retenu dans les budgets au titre de la rénovation de la CC 51 pour l'exercice 2003 | Surcoût présenté dans les budgets au titre de la rénovation de la CC 51 pour l'exercice 2004 (dont effet report) | Surcoût retenu dans les budgets au titre de la rénovation de la CC 51 pour l'exercice 2004 (dont effet report) |
| Départements: | | | | | | | | |
| Total régional | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2) Pour les non adhérents qui appliquent la CC51

| | Indicateurs | | Indicateurs financiers | | | | | |
|-----------------------|---|---|--|--|--|--|--|--|
| | Nbre d'ETP de la CC 1951 du 1er janvier 2003 (BP) | Nbre d'ETP de la CC 1951 au 1er janvier 2004 (BP) | Masse salariale chargée CC 1951 au 1er janvier 2003 au dernier budget approuvé | Masse salariale chargée CC 1951 au 1er janvier 2004 au dernier budget approuvé | Surcoût présenté dans les budgets au titre de la rénovation de la CC 51 pour l'exercice 2003 | Surcoût retenu dans les budgets au titre de la rénovation de la CC 51 pour l'exercice 2003 | Surcoût présenté dans les budgets au titre de la rénovation de la CC 51 pour l'exercice 2004 (dont effet report) | Surcoût retenu dans les budgets au titre de la rénovation de la CC 51 pour l'exercice 2004 (dont effet report) |
| Départements: | | | | | | | | |
| Total régional | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

gion :
 département :
 Finess de l'établissement :
 catégorie de l'établissement :
 nom de l'établissement :

de priorité du dossier dans la région :

Caractéristiques générales :

1-a) Date de :
 Construction des bâtiments :
 Ouverture de la structure :

1-b) Nombre de places autorisées et financées dans la structure au 31/12/03 :

A titre indicatif, indiquez la répartition des places autorisées et financées au 31/12/2003 :

En hébergement complet :
 En semi-internat :
 En externat :

1-c) Pour 2003 (au 31/12/03) :

Nombre de journées d'internat :
 Nombre de jours d'activité semi-internat :
 Nombre de jours d'activité externat :
 Nombre de séances :

1-d) Nombre de jours d'ouverture de la structure dans l'année 2003 :

1-e) Sites (définition : même lieu d'implantation géographique et/ou adresse postale unique) et bâtiments :

| | Destination du bâtiment | | | |
|------------|-------------------------|------------|--|---|
| | Hébergement | | Services généraux (administration, cuisine...) | Education (salle de cours, de psychotérapie...) |
| | Nombre de places | Superficie | Superficie | Superficie |
| édifices : | | | | |
| ... | | | | |
| ... | | | | |
| ... | | | | |

exemple de remplissage: Site X avec 3 bâtiments (A,B et C):

| | Destination du bâtiment | | | |
|------------|-------------------------|-------------------|--|---|
| | Hébergement | | Services généraux (administration, cuisine...) | Education (salle de cours, de psychotérapie...) |
| | Nombre de places | Superficie | Superficie | Superficie |
| édifices : | | | | |
| A | 10 | 200m ² | 80m ² | 70m ² |
| B | 12 | 240m ² | 30m ² | 90m ² |
| C | 15 | 280m ² | | |

Site X comprend 3 bâtiments (A, B et C).

Bâtiment A : - Superficie totale 350m² dont 200m² pour l'hébergement, 80m² pour les services généraux et 70m² pour l'éducation
 - Nombre de places en hébergement : 10 places.

Bâtiment B : - Superficie totale 360m² dont 240m² pour l'hébergement, 30m² pour les services généraux et 90m² pour l'éducation
 - Nombre de places en hébergement : 12 places.

Bâtiment C : - Superficie totale 280m² pour l'hébergement
 - Nombre de places en hébergement : 15 places.

Ainsi, le site a une superficie de 990m² pour 37 places en hébergement.

2) Eléments de diagnostic :

Avis de la commission de sécurité et d'accessibilité ou du service ou organisme compétent en matière d'hygiène, de santé et de salubrité publique :

(joindre pv de la dernière visite de la commission ou du service ou organisme compétent en matière d'hygiène, de santé et de salubrité publique)

2-a) Poursuite de l'activité (*rayer les mentions inutiles*) :

Défavorable
Favorable sous réserves
Favorable

2-b) Prescriptions restant à réaliser par l'établissement au 31.12.03 :

Autres éléments de diagnostic (ex : ingénieur régional) :

3) Incidents ou accidents, en lien avec le point 2, survenus dans l'établissement au cours des 3 dernières années :

4) Opérations envisagées (*rayer la mention inutile*) :

travaux de rénovation
reconstruction totale ou partielle

4-a) Nature des travaux à réaliser ou autre opération envisagée (ex : externalisation, mutualisation...)

4-b) Coût de l'opération toutes dépenses confondues (études et travaux) :

4-c) Plan de financement de l'opération :

Autofinancement et autres financements (*à préciser*) :
Montant de l'emprunt (*préciser la durée et le taux*) :

4-d) Date de démarrage envisageable des travaux pour une allocation de crédits à mi-année :

5) Surcoût annuel sur le budget de fonctionnement :

5-a) Coût de l'amortissement annuel :

5-b) Durée de l'amortissement :

5-c) Frais financiers annuels :

6) Budget prévisionnel de l'établissement en 2004 :

7) Budget approuvé de l'établissement en 2003 :